

Koulouba : Clôture de la formation des Cadres de la Présidence et de ses Structures Rattachées

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 27 NOVEMBRE 2023

1472

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Sahel

De l'alliance militaire à l'alliance économique ?



Sikasso, Ségou et Mopti
Signature d'une convention entre l'APEJ ET l'USAID



Violences faites aux femmes
Des voix s'élèvent !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

26 Novembre
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



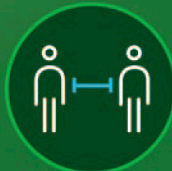
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

38

Nouveaux cas confirmés

0

Nouveaux guéris

0

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

698873 Vaccinations incomplètes

3742757 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33150

Guéris

32331

Décès

743

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.24



P.27



/ Une /



Sahel
De l'alliance militaire à l'alliance économique ?

P.4

/ Breves /



Grand scandale dans l'affaire Securiport : Deux poids, deux mesures
Conseil communal de la commune IV : Consternation à la mairie
Nouveau code minier du Mali : Quelles innovations ?
Bien-être et épanouissement des enfants :
Soixante journalistes s'engagent...

P.12
P.13
P.14
P.15

/ Actualité /



Violences faites aux femmes : Des voix s'élèvent !
Sikasso, Ségou et Mopti :
Signature d'une convention entre l'APEJ ET l'USAID

P.17
P.19

/ Politique /



Koulouba : Clôture de la formation des Cadres de la Présidence et de ses Structures Rattachées
Coopération Mali-Burkina Faso :
Renforcement du développement économique et de la sécurité régionale

P.22
P.24

/ Culture & Société /



Lutte contre les VBG
16 jours d'activisme pour sensibiliser

P.26

/ International /



Président Joe Biden sur la libération des otages à gaza :
"Ma priorité"
Macky Sall, président du Sénégal : "Ce que la sagesse recommande"

P.27
P.28

/ Sport /



Coupe du Monde 2026 :
Le Mali, le Sénégal, le Cameroun et le Ghana face à des défis qualificatifs

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- Gérant: Moctar Sow
- Redacteur en Chef:
- Rédaction Générale: Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- Service Commercial: Youssouf Diarra
- Secrétariat: Fatou SISSOKO



Sahel De l'alliance militaire à l'alliance économique ?

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger souhaitent renforcer leurs alliances dans d'autres domaines. Les experts des trois pays ont exprimé la nécessité de créer une union économique et monétaire. Le Mali, le Burkina et le Niger veulent-ils abandonner le franc CFA ?

Les membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) souhaitent accélérer la mise en œuvre de leur organisation

créée le 16 septembre 2023 dernier. En marge des visites effectuées à Bamako et à Ouagadougou par le général Abdourahamane Tiani, président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), chef de l'État du Niger, et Apollinaire Joachim Kyélem de Tambèla, premier ministre burkinabè, une réunion des experts des trois pays membres de l'AES (le Mali, le Burkina Faso et le Niger) a été orga-

nisée à Bamako. Plusieurs sujets ont été abordés, y compris la question monétaire.

L'objectif était d'échanger et de créer une synergie d'actions entre les pays membres pour accélérer le processus d'intégration économique et financière au sein de l'Alliance. En clair, cette réunion devait permettre d'évaluer les forces, les faiblesses,



les opportunités et les menaces auxquelles l'Alliance est confrontée. À cette fin, ils ont soumis leurs propositions aux ministres des finances des trois pays, qui ont tenu leur première réunion à Bamako le samedi 25 novembre, exclusivement consacrée au développement économique des États de cette nouvelle organisation.

Plusieurs points étaient à l'ordre du jour de cette réunion. Il s'agissait notamment des échanges commerciaux, de la circulation des personnes

et des biens au sein de l'AES, de la sécurité alimentaire et énergétique, de la transformation industrielle, des potentialités et des perspectives, ainsi que du financement, de l'intégration économique, de l'arsenal réglementaire et des réformes nécessaires. Ainsi, tout en reconnaissant la faiblesse des échanges commerciaux, ils ont admis que le Burkina, le Niger et le Mali, qui forment l'AES, ont une économie ouverte dans laquelle le commerce occupe une place importante dans leur produit intérieur brut (PIB). Pour faire

face à cela, ils ont décidé de renforcer leur coopération afin de créer un espace économique sécurisé permettant d'amorcer un développement harmonieux répondant aux aspirations et au bien-être des populations.

Ils ont également souligné la nécessité d'améliorer la connectivité entre les trois États de l'espace AES en concevant et en mettant en œuvre des programmes de développement des réseaux routiers, aériens, ferroviaires et fluviaux.

Ils ont également convenu de renforcer les mécanismes communs de réponse aux crises alimentaires, notamment par le développement d'aménagements hydro-agricoles d'intérêt commun pour stimuler la production agricole et la mutualisation des réponses à l'insécurité alimentaire. Pour assurer la sécurité énergétique dans ces trois pays, les ministres ont convenu de la nécessité de mutualiser les ressources financières afin d'investir dans ce secteur et garantir l'indépendance énergétique de la région.

En ce qui concerne la transformation industrielle, les ministres ont convenu de mettre en œuvre une stratégie commune d'industrialisation afin de développer le tissu industriel de l'espace AES, en exploitant ses potentialités et perspectives.

De plus, ils ont appelé à promouvoir un partenariat entre les secteurs publics et privés des pays membres de l'AES, notamment pour le développement des infrastructures de base.

En ce qui concerne les défis financiers et l'intégration économique, les ministres des finances de ces États prévoient de mettre en place un fonds de stabilisation et de créer une banque d'investissement de l'AES.

En outre, pour une meilleure intégration économique, les ministres de l'Économie et des Finances des trois pays ont souligné la nécessité de progresser vers une union économique et monétaire. Selon plusieurs ob-



servateurs, le simple fait que ces trois pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) évoquent cette possibilité constitue

une réelle menace pour le franc CFA.

■ Binadjan Doumbia

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

74^{ème} M...
 MIGRATION IRREGULIERE :
 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Ambassade de Chine au Mali



Le 23 novembre 2023, S.E.M. Choguel Kokalla MAIGA, Premier Ministre, Chef du Gouvernement, S.E.Mme le Colonel Assa Badiallo TOURE, Ministre de la Santé et du Développement social, et une dizaine de membres du gouvernement ont participé ensemble à la 2ème Edition de la Journée d'information et de sensibilisation sur le RAMED (Régime d'Assistance Médicale du Mali). L'Ambassadeur de Chine au Mali, S.E.M CHEN Zhihong a pris part à cette cérémonie et a offert un lot de matériels informatiques pour aider la Partie malienne à améliorer les conditions de travail de statistiques et la capacité de gestion électronique des informations médicales sur les indigents.



Casimir Sangala



Sierra Leone : le gouvernement décrète un couvre-feu national après l'échec d'une attaque contre une armurerie à Freetown.

Casimir Sangala



Mali : libération du prêtre allemand Hans-Joachim Lohre enlevé le 20 novembre 2022.

Casimir Sangala



Mali : accord avec la Russie pour une raffinerie d'or. Nous n'irons plus en Suisse, au Canada et en Chine pour ça.

Horon-Tv



Orange-Mali lance Max It, une nouvelle application révolutionnaire en remplacement d'OrangeMali-Sugu

Orange Mali fait preuve d'innovation en lançant sa nouvelle application, Max it. Cette dernière, intégrée et compacte, vient combler les lacunes de la précédente version OrangeMali-Sugu. Max it se présente comme une solution digitale offrant une expérience multi-services. En effet, elle comprend une marketplace pour des achats en ligne, une utilisation simplifiée pour les utilisateurs et un portefeuille électronique permettant des transactions de crédit, de money, de data et de paiement de factures. Les abonnés peuvent facilement télécharger Max it sur Play ou mettre à jour leur application OrangeMali-Sugu déjà installée sur leur téléphone.

Yeah Samake



Mes sincères remerciements à Monsieur Soumaila B. Coulibaly pour le discernement et la reconnaissance de la portée de la visite historique de ASEID CHÉRIF OUSMANE MADANI HAÏDARA AUX #USA

■ Spencer Horn



C'est tellement merveilleux de voir cette collaboration !! De bonnes choses arrivent quand vous servez les autres sans attendre de récompense. Le travail de Empower Mali a été remarqué par son honneur ASEID SHARIF OUSMANE MADANI HAIDARA. Cela a conduit à une collaboration entre notre fondation et ses villages pour creuser des puits. Cela l'a amené à visiter Salt Lake City pour rencontrer les dirigeants de l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours avec Yeah Samake Nous espérons que cela aboutira à plus de soutien aux familles dans le besoin au Mali.

■ Forces Armées Maliennes



COMMUNIQUE

MINISTRE DE LA DEFENSE
ET DES ANCIENS COMBATTANTS

REPUBLICQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

ETAT-MAJOR GENERAL DES ARMEES

DIRECTION DU MATERIEL, DES
HYDROCARBURES ET DU TRANSPORT
DES ARMEES

N° 1777 /DMHTA/SDRH

Kati, le 24 NOV 2023

DIRPA

COMMUNIQUE

Le Directeur du Matériel, des Hydrocarbures et du Transport des Armées (DMHTA) à Kati, porte à la connaissance des candidats au concours de recrutement direct des spécialistes (Ingénieurs et Techniciens Supérieurs) que la date du concours est fixée du dimanche 03 décembre 2023 pour le test écrit au lundi 04 décembre 2023 pour le test pratique.

Lieux du concours :

- **Test écrit** : à l'Ecole de Soutien Logistique de la DMHTA sur la route nationale n°1 en allant à Kati Koko, en passant par le rond-point du poste de police à environ 400 mètres à gauche ;
- **Test pratique** : à l'Etablissement Central de Réparation et de Reconstruction Automobile (ECRRA) où le dépôt des dossiers a eu lieu en face de la Direction.

L'appel des candidats est prévu pour 07h30 et le début des épreuves à 08h00.

Les listes des candidats retenus seront affichées à la Direction du Matériel, des Hydrocarbures et du Transport des Armées (DMHTA) à Kati.

DIRPA

NB :

- L'accès à la salle est strictement subordonné à la présentation d'une pièce d'identité en cours de validité et du ticket reçu lors du dépôt ;
- Les téléphones portables sont interdits dans la salle ;
- Tout candidat ayant fourni de fausses pièces, même admis, sera déchu de son admission et fera l'objet de poursuites judiciaires, conformément à la réglementation en vigueur.

**Le Directeur du Matériel, des
Hydrocarbures et du Transport des Armées
P/I Le Directeur Adjoint**

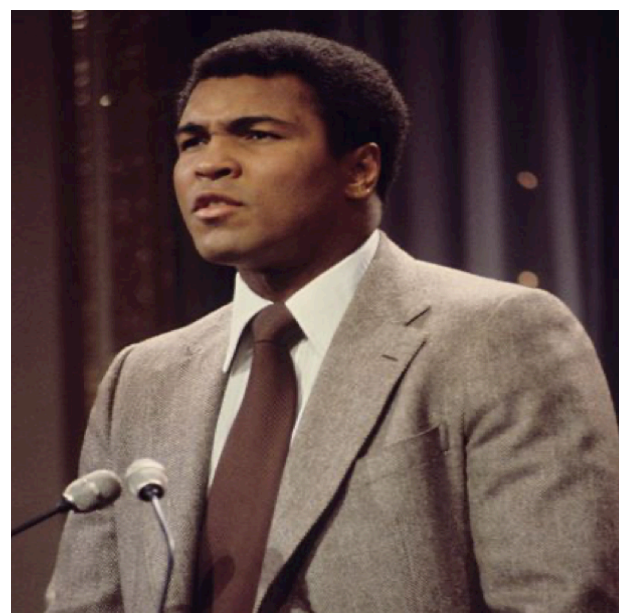


Colonel-major Moussa DEME
Chevalier de l'Ordre National

■ Muhammad Ali



« Au fil des ans, ma religion a changé et ma spiritualité a évolué. La religion et la spiritualité sont très différentes. Mais les gens confondent souvent les deux. certaines choses ne peuvent pas être enseignées. Mais ils peuvent être réveillés dans le cœur. La spiritualité c'est reconnaître la lumière divine qui est en nous tous. Il n'appartient à aucune religion en particulier ; il appartient à tout le monde. »



■ Drissa Traore



MERCATO ! Issa Traoré, le jeune défenseur du Djoliba AC est actuellement sous les feux des projecteurs de plusieurs grands clubs européens, bien que les noms spécifiques de ces clubs n'aient pas encore été divulgués.

Il a réalisé une performance remarquable ce midi contre le Maroc et lors de cette Coupe du Monde U17.



■ Maximon Guillaume

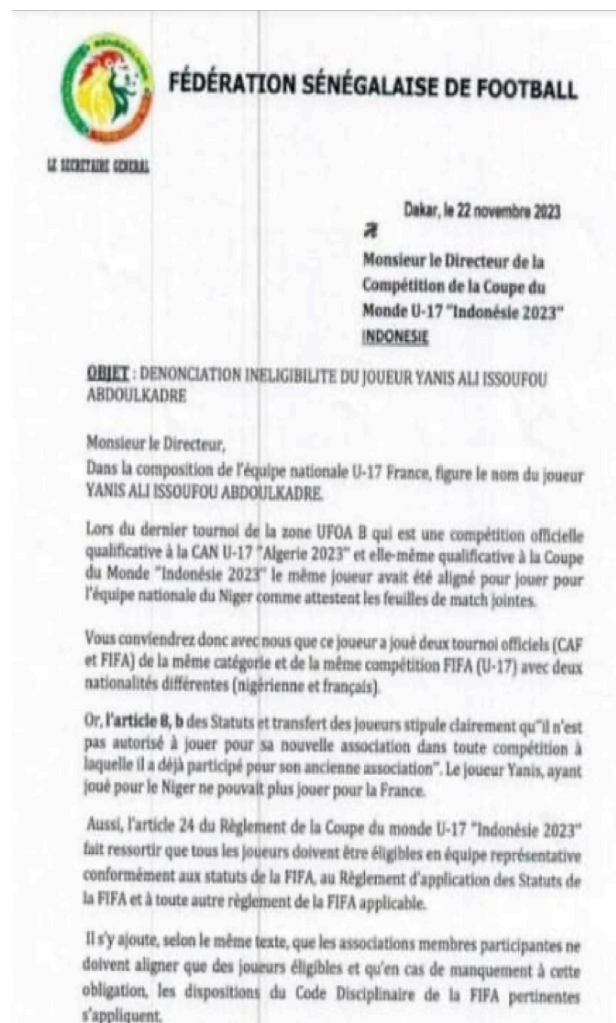


CdM U17 : le communiqué rageur du Sénégal contre la France !

L'affaire Issoufou a énormément fait parler hier. L'attaquant tricolore de 17 ans est ainsi au cœur d'un imbroglio administratif, puisqu'il est présent lors de ce Mondial U17 avec les Bleus. Mais il a également joué pour le Niger U17 récemment, disputant le tournoi UFOA qui

qualifie à la CAN U17, qui donne elle accès à ce Mondial U17. Ce que la FIFA n'autorise pas.

La Fédération Sénégalaise vient de publier un communiqué demandant la disqualification de la France de cette compétition « pour alignement d'un joueur inéligible ». La Fédération du pays africain a en plus apporté toutes les preuves nécessaires et se base sur l'article 24 du règlement de la compétition ainsi que sur l'article 8, b, des statuts et transferts des joueurs. La FIFA devra donc rapidement trancher...

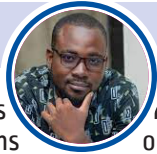


■ Ras Dial Ras Dial



Sécurité renforcée à l'aéroport de Yamoussakoro ...!

Ib Togola



La célébrité sur les réseaux sociaux vraiment hein. Les gens ont presque oublié Tata Rose Poivron. Pourtant, elle disait défendre la cause de toute une population. Écrouée, personne n'en parle presque malgré les millions de vues et les milliers de partages que ses vidéos cumulaient. Sachons où mettre les pieds sur internet.

#LeBlogueurUtile223



Histoires d'Afrique



@Silboyofficiell

#AES Selon les informations ça murmure que 2 autres pays de la CEDEAO veulent rejoindre l'AES ! Devine qui son deux pays ?



Mali Flag



Burkina Faso Flag



Niger Flag



ECOWAS
CEDEAO

Moussa AG Acharatoumane



@Mossa_ag

#Urgent-#Menaka : depuis 4 jours, nous assistons à une arrivée massive des populations civiles du village d'#Aderanboukane vers la ville de #Ménaka. Ils auraient reçu un ultimatum de #Daesh qui occupe la zone depuis mars 2022 de quitter, car ils sont soupçonnés de collaborer avec les #EAS qui mènent des bombardements intensifs depuis plusieurs semaines dans toute la zone où daesh est présent. Ces populations viennent s'ajouter à ceux qui avaient fui les #massacres de #mars2022 qui avaient fait dans la seule région de Menaka plusieurs centaines de morts (700 à 1000) et provoqué la destruction de toute l'économie locale. Cette situation supplémentaire fait de Ménaka une « ville de déplacés/réfugiés ». Nous attirons l'attention de nos autorités ainsi que des humanitaires à se mobiliser en urgence pour ces populations. Les #Famas et le #MSA contrôlent en bon ordre ces arrivées massifs à l'entrée sud de la ville, avant de les conduire à la gendarmerie pour recenser et faire le filtrage pour éviter toute incursion de #DAESH.



COMMUNIQUÉ

COMMISSION BIOMÉTRIE & DÉMATÉRIALISATION



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

La Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) invite les **pensionnés maliens** qui se sont faits enrôler dans les agences principales du **district de Bamako** du **02 au 20 octobre 2023**, à retirer leurs cartes biométriques au niveau desdites agences, à compter du **lundi 20 novembre 2023**.

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 15 novembre 2023

La Direction Générale



(+223) 20 22 59 17



www.inps.ml



infos@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

**Grand scandale dans l'affaire Securiport:
Deux poids, deux mesures**

Un vrai scandale, Tandis que d'autres sont en prison, le principal auteur de ces faits gravissimes se fait aider pour quitter le pays. Avant lui, le même Timbo avait inculpé et placé sous mandat de dépôt le général Salif Traoré, ministre de la Sécurité et de la Protection civile au moment des faits et l'ancien ministre des Sports puis de la Communication Arouna Modibo Touré dit Papou qui n'était pas encore entré dans le gouvernement

au moment de la signature de la concession mais qu'on soupçonne d'être à tort ou à raison directeur d'une société prestataire chez Securiport mais qui appartiendrait à Vital Diop, ancien directeur général du PMU et ami du sulfureux Karim Kéïta.

Les anciens ministres de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement, Seynabou Diop et Me Baber Gano ont eu plus de chance, bien que inculpés des mêmes chefs d'accusation, le juge d'instruction n'a pas trouvé l'opportunité de les placer sous mandat de dépôt. Il les a, tout simplement, si l'on ose dire, placés sous contrôle judiciaire. Deux poids et des.... démesures !

Le Sphinx



Conseil communal de la commune IV : Consternation à la mairie

C'était le silence plat et la consternation qui régnaient dans l'enceinte de la mairie de la Commune IV du district de Bamako, suite à l'annonce de sa dissolution annoncée au conseil des ministres du mercredi 22 novembre 2023.

Le personnel de la mairie de la Commune IV avait du mal à cacher sa surprise face à cette décision du ministre de l'Administration territoriale. Il ne s'attendait du tout à cette situation, qui abasourdi plus d'un.

En effet, le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, colonel Abdoulaye Maïga, a informé le Conseil des ministres de la dissolution du Conseil du District de Bamako et des Conseils communaux des Communes II et IV du District de Bamako. "En vue de prendre les mesures idoines pour assainir la gestion du District de Bamako et des Communes II et IV du District de Bamako, le Conseil des ministres, sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, a procédé à la dissolution de leurs Conseils conformément aux dispositions de la Loi 2023-004 du 13 mars 2023 portant Code des Collectivités territoriales et la Loi n°2023-005 du 13 mars 2023 portant Statut particulier du District de Bamako", dit le communiqué.

Toujours selon le communiqué du Conseil des ministres, ces dissolutions interviennent suite à la rupture des services rendus aux populations en matière d'assainissement et des irrégularités constatées dans leur gestion administrative, financière et comptable. Une délégation spéciale sera nommée sans délai au niveau de chacune de ces Collectivités territoriales pour remplir les fonctions des Conseils de Collectivités territoriales.

Sous l'anonymat, un conseiller de la mairie de la Commune IV, nous a révélé que la nouvelle a été une grande surprise pour lui à tel point qu'il est resté sans mot. " En réalité on entendait cette histoire de dissolution depuis bien longtemps, mais on croyait que c'était seulement la mairie des Communes II et VI qui étaient concernées", dit-il. Ce dernier témoignage même avoir cru que c'était une erreur d'écriture de leur part de mettre IV au lieu de VI.

Visiblement, l'atmosphère de la mairie était morose hier, la nouvelle était dans toutes les lèvres et l'étonnement se constatait sur les visages des uns et les autres. Certains conseillers ont même commencé à plier bagages et effets personnels. D'autres sous le choc sont restés inertes sans mot dire.

Ibrahima Ndiaye
Mali Tribune



Nouveau code minier du Mali : Quelles innovations ?

La Coalition malienne Publiez ce que vous payez (PCQVP-Mali) a organisé le mardi 21 novembre 2023 à Bamako, un atelier de formation et de sensibilisation des acteurs de la société civile et de la presse sur les innovations du nouveau code minier et de la loi sur le contenu local.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre de l'exécution de la phase deux du projet "Social Bonds", avec l'appui technique et financier de la Coalition mondiale Publiez ce que vous payez.

L'objectif visé était de garantir l'appropriation des acteurs de la société civile et de la presse malienne sur les innovations majeures que va apporter le nouveau code minier de 2023 et la nouvelle loi sur le contenu local dans la gouvernance future du secteur minier malien.

En effet, adopter en juillet 2023, le nouveau code minier et la loi sur le contenu local sont là afin d'apporter des solutions adéquates aux insuffisances ainsi relevées dans l'ancien code minier de 2019, et assurées une redistribution juste et équitable des retombées de l'exploitation des ressources minières au Mali.

Selon le président de la Coalition PCQVP-Mali, Abdoul Wahab Diakité, les sociétés minières ont toujours besoin

de fournisseurs, notamment en termes de consommation alimentaire, les produits de première nécessité.

Malheureusement, les opérateurs miniers ne font qu'importer. Alors que le contenu local permet à nos opérateurs maliens d'être des fournisseurs de qualité, car il faut répondre à des critères pour être choisi en tant que fournisseur d'une société minière. "Cela constitue un défi pour non seulement les sociétés en place, mais aussi pour le secteur privé au Mali", ajoute-t-il.

Selon Aboubacar Sidiki Haïdara, chef de division à l'Office national de la recherche pétrolière, représentant la direction nationale de la géologie et des mines, il faut aussi favoriser l'emploi des jeunes dans ces sociétés minières pour plus de bénéfice du pays dans le contenu local.

Concernant le nouveau code minier, les innovations majeures portent, entre autres, sur le cadre juridique, la participation de l'Etat, la signature des conventions, les causes de l'annulation de titres miniers, fonds miniers, les exonérations, taxation de la redevance ad valorem, l'utilisation des comptes offshore, le droit de préemption, le traitement des minerais par péage, les substances stratégiques, l'opérationnalisation du compte séquestre, l'exploitation artisanale, la surveillance et le contrôle des activités minières.

Zeïnabou Fofana
Mali Tribune



Bien-être et épanouissement des enfants : Soixante journalistes s'engagent...

La Maison de la presse a abrité pendant trois jours (15, 16, 17 novembre) un atelier de formation des journalistes sur la question des droits de l'enfant. Organisé par le ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'administration avec l'appui de l'Unicef, il avait pour but de renforcer les capacités des journalistes sur le journalisme sensible aux genres et à la convention des droits de l'Homme afin d'informer les décideurs et l'opinion sur les enjeux de la protection des droits de l'enfant.

Partant de l'idée que le traitement et la publication de contenus éthiques sur les sujets relatifs aux enfants doivent promouvoir le respect des droits des enfants, les organisateurs ont décidé d'appuyer 60 journalistes venus de toutes les régions du pays et du district de Bamako afin d'améliorer leur compréhension des droits de l'enfant.

Les trois jours de formation ont permis aux journalistes de presse écrite, d'audiovisuel et en ligne, de maîtriser les traitements accordés aux sujets relatifs aux enfants dans les différents médias.

“Les enfants représentent plus de 50 % de la population malienne et méritent une attention particulière. Je salue l'engagement de l'Unicef pour le renforcement des capacités des hommes de médias pour la promotion des

droits de l'enfant. En espérant que ce genre de formation se multiplie davantage”, a souligné Mamoutou Dabo, conseiller technique au ministère de la Communication.

Pendant trois jours, les journalistes ont décortiqué de convention relative aux droits de l'enfant, le journalisme sensible aux droits de l'enfant, le cadre légal de la désinformation au Mali, etc.

“Le rôle et la place des médias dans la promotion des droits de l'enfant nécessitent une attention particulière. C'est pourquoi l'Unicef a initié cette session de renforcement des capacités. Il ne s'agit pas d'une intervention ponctuelle, mais d'un investissement à long terme avec un suivi progressif et régulier que nous voulons mettre en œuvre avec vous, en faisant de vous des champions de la promotion des droits de chaque fille et garçon. Nous nous engageons à vos côtés pour le bien-être et l'épanouissement de tous les enfants du Mali”, a expliqué Andrea Berther, représentante adjointe de l'Unicef au Mali

De cet fait il s'agit de créer les conditions de la promotion des droits de l'enfant, protéger le jeune public des images et contenus particulièrement violents, adopter des règles d'éthique journalistique particulières pour traiter les sujets liés à l'enfance.

Les participants se sont engagés à mettre en pratique les différents outils qui leur ont été donnés enfin de mieux s'activer sur les sujets relatifs au droit de l'enfant.

Aïchatou Konaré
Mali Tribune





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Violences faites aux femmes : Des voix s'élèvent !



La cérémonie de lancement de l'édition 2023 des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles s'est tenue à l'hôtel Salam le samedi 25 novembre 2023. Sous la présidence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, cette cérémonie a réuni le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mariam Maïga, des membres du gouvernement, la directrice du Programme national pour l'abandon des violences basées sur le

genre (PNVBG), Mme Keïta Fadima Tall, ainsi que des défenseurs des droits des femmes. Le thème national de cette édition est «Rôle et responsabilité des femmes dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en période électorale».

En plus des interventions, plusieurs activités ont marqué le lancement de cet événement. Le sketch de sensibilisation de la troupe Nyogolon et la présentation PowerPoint

ont été les moments forts de cette cérémonie. Les violences faites aux femmes constituent la violation des droits de l'Homme la plus répandue dans le monde. La campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles offre une occasion propice pour faire un état des lieux et former un front uni contre les indécis. Une prise de conscience individuelle et collective est nécessaire pour une mobilisation forte en vue d'éradiquer ce fléau dans notre pays.

En prenant la parole, le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, a réaffirmé son engagement à soutenir le ministre de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Il a souligné que chaque société a ses propres réalités. Si frapper son épouse est considéré comme un signe de faiblesse dans le Nord du Mali, les femmes d'autres régions du monde estiment que ne pas être frappées par leur mari est un signe de désamour de sa part. Le respect envers les femmes doit être une règle fondamentale, car sans cela, il n'y a pas de développement.

Reconnu pour ses prises de position en faveur de la défense des droits, Dr Choguel Kokalla Maïga a condamné le comportement inacceptable de ceux qui commettent

des violences envers les femmes : ce sont des individus qui ne respectent aucune norme sociale. Or, dans notre société, la femme est comme l'or, un métal noble qui ne s'use jamais : elle est inoxydable, solide et douce. «La femme est notre mère, notre sœur, notre fille, notre épouse, notre grand-mère. La complémentarité est le fondement de la vie en société : la femme ne peut pas remplacer l'homme et l'homme ne peut pas remplacer la femme.» La femme ne peut pas vivre sans l'homme et l'homme ne peut pas vivre sans la femme. La femme est le pilier de la famille et de la société dans son ensemble. Il est nécessaire de trouver un équilibre juste conformément à notre culture pour légiférer », a-t-il rappelé.

Et de poursuivre : « Je profite de cette occasion pour instruire les

membres du gouvernement, chacun dans son domaine, de travailler pour promouvoir la lutte contre les violences. Il a ainsi invité le ministre chargé de la Communication à accorder une attention particulière à la sensibilisation afin que tous les Maliens comprennent la cause. Malgré des ressources limitées, je m'engage à mettre des fonds à la disposition du Programme national pour l'abandon des violences basées sur le genre (PNVBG) afin de contribuer à l'élimination de toutes les formes de violence, d'assurer l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et d'améliorer la législation en la matière », a déclaré le Dr Choguel Kokalla Maïga avant de lancer officiellement l'édition 2023 des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles.

■ Ibrahim Sanogo



Sikasso, Ségou et Mopti

Signature d'une convention entre l'APEJ ET l'USAID



L'APEJ et l'USAID ont récemment signé une convention visant à placer 150 jeunes diplômés dans les centres de santé communautaire (Cscm) des régions de Sikasso, Ségou et Mopti. Cette initiative fait partie du projet Keneya Sinsi Walé, qui vise à créer des emplois pour les jeunes en milieu rural et urbain. La cérémonie de signature de la convention s'est tenue sous la présidence de Madame Aminata Traoré, Ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Le directeur du projet, Roland Koné, s'est félicité de la signature de cette

convention, soulignant son importance pour renforcer les services de santé dans les régions concernées. Plus précisément, cette collaboration permettra de renforcer l'organisation des soins et des services dans 26 districts sanitaires et plus de 680 Cscm, au bénéfice d'une population de plus de 11 millions d'habitants. Ce partenariat entre l'APEJ et l'USAID contribuera également à la création d'emplois au Mali. Le programme s'étendra sur une durée de 12 mois et sera financé conjointement par les deux parties. L'APEJ prendra en charge les 6 premiers mois, tandis que l'USAID financera les 6 mois suivants.

Le Directeur Général de l'APEJ, Mamadou Ba, a exprimé l'engagement de sa structure à renforcer le système de santé au Mali en favorisant un accès équitable aux services et aux soins de santé de qualité dans les régions concernées par le projet. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Projet Usaid Keneya Sinsi Wale, qui se déroulera de 2020 à 2025. Ce projet vise à renforcer les capacités techniques, organisationnelles et managériales du système de santé malien, ainsi qu'à promouvoir la culture de la redevabilité et de la gouvernance dans le domaine du financement de la santé.

La convention signée entre l'APEJ et l'USAID pour le placement de 150 jeunes diplômés en santé dans les régions de Sikasso, Ségou et Mopti est une avancée majeure dans la création d'emplois au Mali. Elle permettra de renforcer les services de santé dans ces régions, en contribuant à l'amélioration de l'organisation des soins et des services dans les Cscocom. Cette collaboration bénéficiera à une population de plus de 11 millions d'habitants et sera financée conjointement par l'APEJ et l'USAID sur une période de 12 mois. L'engagement de l'APEJ en faveur du renforcement du système de santé au Mali illustre la volonté de promouvoir un accès équitable aux services et aux soins de santé de qualité. Le Projet Usaid Keneya Sinsi Wale a pour objectif de renforcer les capacités techniques et organisationnelles du système de santé malien, ainsi que de promouvoir la culture de la redevabilité et de la gouvernance dans le domaine du financement de la santé. Il vise à atteindre plusieurs objectifs en accord avec les priorités du Département de la santé. Ces objectifs comprennent la disponibilité de

services de santé de qualité, l'amélioration de la qualité des soins et services, l'amélioration de la chaîne de distribution des médicaments et intrants, le renforcement du système d'information sanitaire, l'amélioration du leadership local, la gouvernance et la redevabilité des acteurs du système de santé, ainsi que la réduction des barrières financières à l'accès aux services de santé.

Lors de son intervention, M. Roland Koné, Directeur du Projet Usaid Keneya Sinsi Wale, a salué la conclusion de ce partenariat qui repose sur une approche locale et qui pourrait conduire à la sélection ultérieure d'autres jeunes stagiaires. Cette démarche a également été appréciée par M. Richard Kimball, Directeur intérimaire de l'Usaid.

Le Directeur Général de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes, M. Mamadou Ba, a indiqué que grâce à cette convention, 150 jeunes viendront renforcer les plateaux techniques des centres de santé en fonction de leur mérite et de leurs compétences. Un dispositif de suivi et de contrôle sera mis en

place pour parfaire leur formation pratique en fonction de leur profil. Le financement de ce programme sera assuré selon une formule à coûts partagés, avec 6 mois d'allocations versées par l'APEJ et 6 mois payés par le Projet Keneya Sinsi Walé. En plus de sa contribution financière, l'APEJ assurera le suivi des jeunes stagiaires ainsi que le paiement des charges sociales. Comme les 400 bénéficiaires de cette initiative en 2021 et les 300 prévus entre 2022 et 2023, ces 150 nouveaux stagiaires auront la possibilité d'être recrutés à la fin du programme, après une évaluation conjointe.

Lors de la signature de cette convention, le Ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a encouragé les bénéficiaires à faire preuve de professionnalisme et d'assiduité au travail pour en assurer le plein succès. Selon elle, cette convention représente une avancée significative dans la lutte contre le chômage au Mali et le renforcement du secteur de la Santé.

■ **Siguéta Salimata DEMBELE**





Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



APPEL
GRATUIT

80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Koulouba

Clôture de la formation des Cadres de la Présidence et de ses Structures Rattachées



La session de formation dédiée à la “Rédaction Administrative, Techniques d’élaboration des Rapports, Notes et Écrits Professionnels” destinée aux Cadres de la Présidence et de ses structures rattachées s’est clôturée le vendredi 24 novembre 2023. Cette formation, présidée par le Colonel Cheick Mamadou Chérif TOUNKARA, Directeur administratif et financier

de la Présidence de la République du Mali, représentant le Secrétaire Général de la Présidence, Dr Al-fousseyni DIAWARA, avait débuté le mercredi précédent.

Cette session de renforcement des capacités, première du genre pour la superstructure de la présidence de la République, a été dirigée par l’ancien Secrétaire Général, Baba BERTHÉ, également ancien PDG

de la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT).

Les participants ont exprimé leurs sincères remerciements à plusieurs reprises. Tout d’abord, ils ont témoigné leur gratitude au Président de la Transition pour avoir initié une telle formation au profit de ses cadres. Ensuite, ils ont exprimé leur reconnaissance



envers le formateur pour la qualité et la profondeur des différents modules dispensés. Le porte-parole des participants a souligné : “Nous avons beaucoup appris avec le formateur durant les trois jours de formation.”

Le Pr Baba BERTHÉ s’est dit impressionné par l’engagement et la détermination des participants, les remerciant chaleureusement. Cette session revêt un caractère particulier pour lui, car une bonne partie de sa carrière professionnelle s’est déroulée à la Présidence. Cependant, l’ancien ministre de l’Agriculture a exprimé le vœu de voir ce type de sessions s’étendre à d’autres structures.

Dans son allocution, lue par le

Directeur administratif et financier, le Secrétaire Général, Alfousseyni DIAWARA, a expliqué l’objectif de la formation, à savoir harmoniser les techniques de rédaction des écrits professionnels. Il a encouragé les participants à mettre à profit les connaissances acquises pour contribuer au renouveau de l’administration publique malienne.

La cérémonie de clôture s’est conclue par la remise symbolique des attestations aux participants. La Grande chancellerie, au nom du Président de la Transition, Son Excellence le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l’État et Grand Maître des Ordres nationaux du Mali, a remis une plaquette au formateur en signe de reconnaissance pour la

qualité de la formation dispensée aux cadres de l’administration présidentielle. Une photo de famille a mis fin à ces trois jours de formation et d’échanges d’expériences.

Cette session de formation a été une occasion précieuse pour les Cadres de la Présidence et de ses structures rattachées d’améliorer leurs compétences en rédaction administrative et en techniques d’élaboration des rapports, notes et écrits professionnels. Ils pourront désormais mettre à profit ces connaissances pour contribuer de manière plus efficace et harmonisée au renouveau de l’administration publique malienne.

Karamoko B Keita

www.malikile.com

Koulouba

Clôture de la formation des Cadres de la Présidence et de ses Structures Rattachées

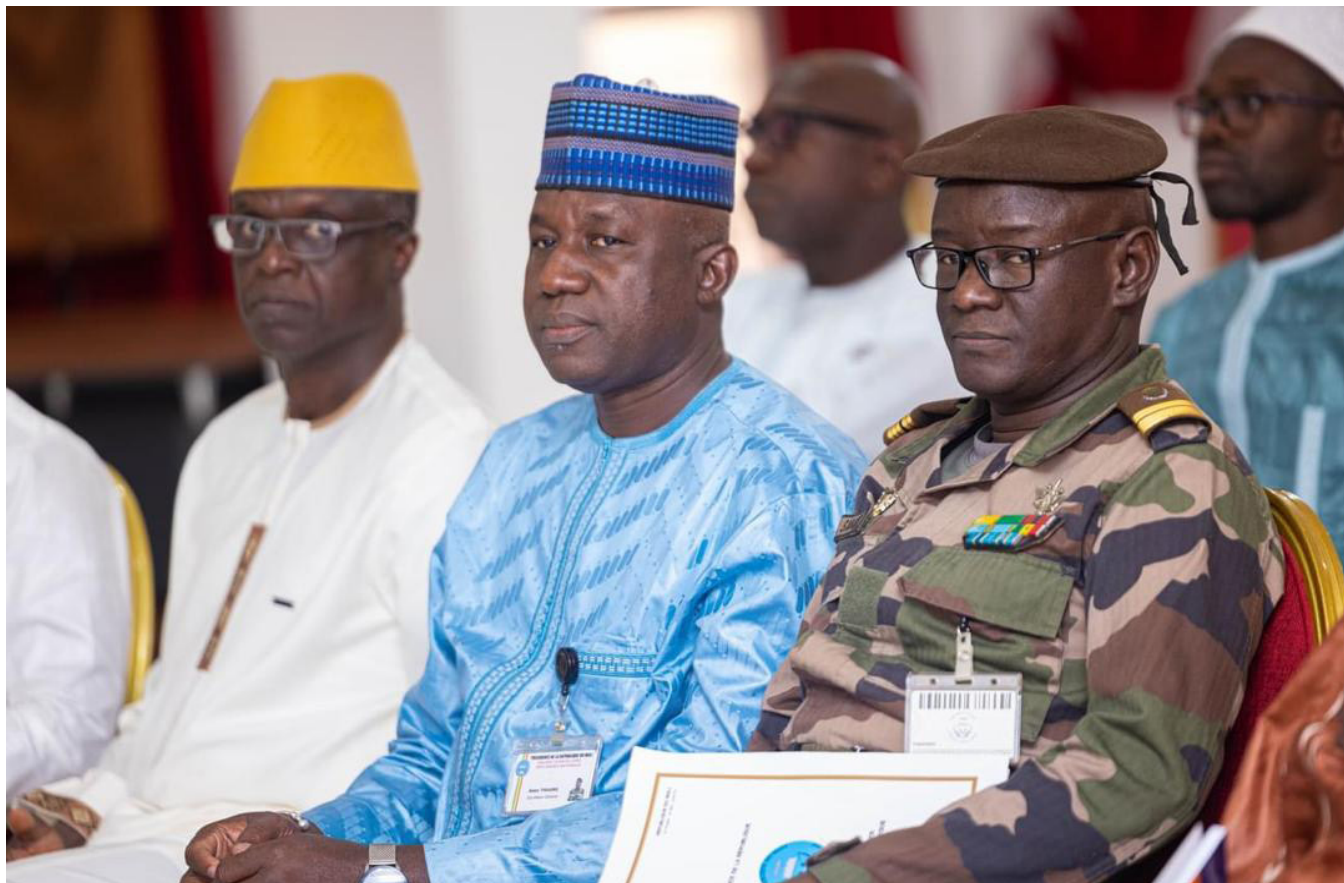


Le deuxième conseil conjoint de gouvernement Mali/Burkina Faso s'est tenu à Bamako le vendredi 24 novembre 2023, sous la présidence des Premiers ministres burkinabè, Apolinaire Kyelem de Tambela, et malien, Choguel Maïga. Cette réunion a été l'occasion d'échanger sur des "dossiers brûlants" touchant aux questions politiques, diplomatiques, de défense, de sécurité, et de développement économique et social. Les deux gouvernements ont annoncé des actions concrètes visant à renforcer leur coopération et à promouvoir le développement des deux pays.

Le Premier ministre malien, Choguel Maïga, a souligné que cette réunion était symbolique et visait à montrer au monde entier les liens forts qui unissent le Mali et le Burkina Faso, ainsi que leur engagement commun dans la lutte contre le terrorisme. Il a insisté sur la nécessité de gouverner dans l'intérêt de tous les citoyens des deux pays et de concentrer les efforts sur le développement économique, social et culturel après avoir éradiqué la menace terroriste. Il a également souligné la volonté des deux pays d'élaborer une vision commune pour l'avenir et d'approfondir leur coopération.

Le Premier ministre burkinabè, Apolinaire Kyelem de Tambela, a appelé à dépasser les traités et accords de coopération existants entre le Mali et le Burkina Faso. Il a encouragé les deux pays à innover et à construire ensemble un avenir meilleur. Il a rappelé que cette dynamique de coopération régionale avait été initiée par le Mali et le Burkina Faso, et qu'il était temps d'aller plus loin pour renforcer les liens entre les deux pays.

Les gouvernements malien et burkinabè ont souligné l'importance de concentrer leurs efforts sur le développement économique et



social une fois la menace terroriste éliminée. Ils ont convenu de travailler ensemble pour identifier les domaines prioritaires de coopération, tels que l'agriculture, l'énergie, les infrastructures, l'éducation et la santé. Des mesures concrètes seront prises pour faciliter les échanges commerciaux, les investissements et la mobilité des personnes entre les deux pays.

Le deuxième conseil conjoint de gouvernement Mali/Burkina Faso a

marqué une étape importante dans le renforcement de la coopération bilatérale. Les gouvernements des deux pays ont exprimé leur volonté de travailler ensemble pour promouvoir le développement économique et social, ainsi que pour renforcer la sécurité régionale. Cette réunion témoigne de l'engagement des dirigeants maliens et burkinabè à construire un avenir meilleur pour leurs pays et pour l'Afrique dans son ensemble.

Pour rappel, la semaine dernière, les trois pays, à savoir le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ont signé une convention pour le développement économique et sécuritaire de ces pays, qu'ils ont appelé le "liptaco-gourma". Quelques mois auparavant, ils avaient signé "l'Alliance des États du Sahel". Ces initiatives tendent de plus en plus à créer une nouvelle organisation au sein de la CEDEAO.

La rédaction

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com

Lutte contre les VBG

16 jours d'activisme pour sensibiliser

Le 25 novembre 2023 a marqué la Journée internationale de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et a également lancé la campagne des «16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre». Cette campagne se poursuit jusqu'au 10 décembre, qui marque la Journée des droits humains.

La campagne des «16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre» a été lancée par des activistes lors de l'inauguration de l'Institut international pour le leadership des femmes en 1991. Elle vise à mobiliser la prévention et l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles dans le monde. Chaque année, la campagne se concentre sur un thème

spécifique. Celui de cette année est : «Tous unis ! Investir pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles !». Au niveau national, le thème retenu est : «Rôle et responsabilité des femmes dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en période électorale».

Selon le Programme National pour l'abandon des Violences Basées sur le Genre, 8 653 cas de VBG ont été rapportés de janvier à septembre 2023. Selon le même rapport, 45% des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans ont subi une violence sexuelle et plus de 70% des survivantes ne recherchent pas d'aide en cas de violence.

Face à l'augmentation du phéno-

mène au Mali, de nombreuses personnes, en particulier les femmes et les jeunes filles, participent à cette campagne. Pour elles, il s'agit d'un soutien total envers celles qui subissent quotidiennement des violences, mais aussi envers celles qui se trouvent en première ligne dans les zones de conflit, utilisées comme des armes de guerre.

Comme chaque année, les 16 jours permettent aux femmes et aux filles du Mali, ainsi qu'à celles du monde entier, de sensibiliser davantage les acteurs afin de prévenir et de répondre de manière appropriée à toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles.

Siguéta Salimata DEMBELE



Président Joe Biden sur la libération des otages à gaza : “Ma priorité”

Dans sa déclaration tenue le 21 novembre 2023, le président Joe Biden a salué l'accord visant à garantir la libération des otages pris par le Hamas lors de son assaut brutal contre Israël le 7 octobre.



Le président américain se dit heureux que certaines de ces âmes courageuses, qui ont enduré des semaines de captivité et une épreuve indescriptible, soient réunies avec leur famille une fois que cet accord sera pleinement mis en œuvre.

Il a remercié le Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani du Qatar et le président égyptien Abdel-Fattah El-Sissi, pour leur leadership essentiel et leur partenariat dans la conclusion de cet accord.

1. Biden dit apprécier l'engagement pris par le Premier ministre Netanyahu et son gouvernement en faveur d'une pause prolongée pour garantir que cet accord puisse être pleinement mis en œuvre et garantir la fourniture d'une aide

humanitaire supplémentaire pour alléger les souffrances des familles palestiniennes innocentes à Gaza.

Il affirme avoir hâte de s'entretenir avec chacun de ces dirigeants et de rester en contact étroit alors que nous travaillons pour garantir la mise en œuvre de cet accord dans son intégralité. “Il est important que tous les aspects de cet accord soient pleinement mis en œuvre”, dit-il.

A ses dires, “en tant que président, ma priorité est d'assurer la sécurité des Américains retenus en otages dans le monde entier. C'est pourquoi, dès les premiers instants de l'attaque brutale du Hamas, mon équipe de sécurité nationale et moi-même avons travaillé en étroite collaboration avec nos partenaires

régionaux pour faire tout notre possible pour obtenir la libération de nos concitoyens. Nous avons vu les premiers résultats de cet effort fin octobre, lorsque deux Américains ont retrouvé leurs proches”.

L'homme le plus puissant du monde reste convaincu que l'accord d'aujourd'hui devrait ramener chez eux des otages américains supplémentaires, et ne s'arrêterait pas tant qu'ils ne seront pas tous libérés.

Il précise que ledit accord témoigne de la diplomatie infatigable et de la détermination de nombreuses personnes dévouées au sein du gouvernement des Etats-Unis à ramener les Américains chez eux.

Ibrahima Ndiaye
Mali Tribune

Macky Sall, président du Sénégal : “Ce que la sagesse recommande”

Connu pour son combat en faveur de la réforme du système des Nations unies, le président de la République du Sénégal, Macky Sall, ne s'est jamais lassé de crier partout et à la moindre occasion la nécessité de réformer un système qui, selon lui, continue d'ignorer les réalités de son temps et les besoins de plus de trois quarts de ses membres.



Macky Sall s'est toujours montré critique à l'égard du système actuel des Nations unies lors de sa présidence à la tête de l'Union africaine, 2022-2023. Et même n'étant plus à la tête de cette organisation, M. Sall ne manque jamais d'occasion de critiquer le système.

Selon lui, le système multilatéral héritage d'un passé est révolu est devenu obsolète. A ses dires, “comme l'a reconnu le secrétaire général des Nations unies, un système qui continue d'ignorer

les réalités de son temps et les besoins de plus de trois quart de ses membres, accentue des inégalités, génère les conditions de sa contestation et provoque le risque de sa fragmentation”.

Pour éviter cette fracture, le président Sall, propose la réforme de la gouvernance politique, économique et financière mondiale afin qu'elle soit plus juste, plus représentative de la diversité et conforte ainsi sa légitimité. Il reste convaincu que nous pouvons y arriver si

nous mettons la volonté politique nécessaire.

1. Sall affirmera que le G20 l'a montré en admettant l'Union africaine comme membre de plein droit. A cet effet, il a remercié les membres du G20 leur soutien unanime à cette initiative que le Sénégal avait porté lors de sa présidence à la tête de l'Union africaine.

Ibrahima Ndiaye
Mali Tribune

Coupe du Monde 2026 : Le Mali, le Sénégal, le Cameroun et le Ghana face à des défis qualificatifs

La phase qualificative pour la Coupe du Monde 2026 a débuté le 15 novembre dernier. Après la deuxième journée de matches, seuls cinq pays ont réussi à remporter leurs deux premiers matchs et à empocher les six premiers points des éliminatoires. Parmi ces équipes, le Mali a enregistré une victoire et un match nul, tandis que le Sénégal, le Cameroun et le Ghana ont tous connu des défaites ou des résultats décevants. Cet article examinera les performances de ces équipes et les défis auxquels elles sont confrontées dans leur quête pour se qualifier pour la Coupe du Monde 2026.

L'équipe nationale de football du Mali a commencé sa campagne qualificative avec une victoire convaincante de 3-1 contre le Tchad, mais a été accrochée à Bamako lors de son deuxième match contre la République centrafricaine, se terminant par un match nul 1-1. Cette performance a été accueillie avec déception par les supporters maliens, qui ont exprimé leur mécontentement à la fin du match. Malgré cela, les joueurs et l'entraîneur restent optimistes quant à leurs chances de se qualifier et soulignent l'importance de rester concentrés sur les prochaines échéances.

Dans le groupe I, le Ghana et le Mali étaient considérés comme les favoris, mais le Ghana a été surpris par les Comores lors de la deuxième journée. Cette défaite a été un coup dur pour l'équipe ghanéenne, qui a participé à quatre des cinq dernières éditions de la Coupe du Monde de la FIFA. Les Comores, quant à elles, ont créé la surprise en remportant leurs deux premiers matchs et en prenant la tête du groupe avec 6 points. Le Sénégal et le Cameroun, quant à eux, n'ont pas réussi à enchaîner deux victoires, ce qui les place dans une position délicate dans la course à la qualification.

La Coupe du Monde 2026 offre une opportunité unique aux équipes afri-



caines de se faire une place parmi les meilleures équipes mondiales. Avec la possibilité d'avoir jusqu'à 9 équipes africaines qualifiées, la compétition est féroce et chaque point compte. Les équipes doivent faire face à des défis tels que la concurrence intense, les déplacements, les blessures et la pression de représenter leur pays. Pour le Mali, le Sénégal, le Cameroun et le Ghana, il est crucial de tirer des leçons des premiers résultats et d'apporter les améliorations nécessaires pour les prochains matchs afin de maintenir intactes leurs chances de qualification.

La phase qualificative pour la Coupe du Monde 2026 en Afrique est en cours et les équipes du Mali,

du Sénégal, du Cameroun et du Ghana sont confrontées à des défis différents. Alors que le Mali a remporté une victoire et fait match nul, les autres équipes ont obtenu des résultats décevants et doivent redoubler d'efforts pour se qualifier. Avec une compétition féroce et des enjeux élevés, ces équipes doivent rester concentrées, tirer des leçons des premiers matchs et améliorer leurs performances afin d'espérer décrocher une place parmi les meilleures équipes du monde lors de la Coupe du Monde 2026. Désolé, nous recevons un grand nombre de visiteurs. Veuillez réessayer ultérieurement.

Fatou Sissoko



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous n'avez pas beaucoup confiance en vous et ça se voit. Seulement, si vous souhaitez prendre du galon au sein de votre entreprise, vous allez devoir travailler sur le sujet. Pour ce faire, vous pouvez recourir à du coaching ou encore à des cours de théâtre. Ces derniers vous permettront de gagner en assurance et de prouver à vos collègues que vous êtes beaucoup plus serein que par le passé. Vous avez tout à y gagner.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Que dire de cette journée dans le domaine du travail ? En fait, pas grand-chose. Les choses se passeront comme les autres jours. Inutile de faire des exploits aujourd'hui, personne ne les remarquera. Donc mieux vaut attendre un jour meilleur. C'est la même chose si vous cherchez un nouvel emploi. Aucune offre ne vous séduira. Mieux vaut attendre un jour plus faste pour concrétiser vos projets, vous ne le regretterez pas.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vos collaborateurs seront épatés, aujourd'hui, par votre créativité inédite. Vous bouillonnez d'idées, et vous innovez dans vos méthodes de travail. Cela est très apprécié, et les demandes de conseils affluent. À vous de faire en sorte que ces changements deviennent durables. Ils vous permettraient de gagner en efficacité dans votre quotidien professionnel et d'en tirer quelques avantages dans vos perspectives de carrière.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous manquez de peps pour aller au bout de vos tâches aujourd'hui. Si la matinée se passe plutôt bien, vous aurez du mal à travailler durant l'après-midi. Avez-vous pris une vraie pause ? Vous êtes du genre à ne jamais décrocher, même pendant le repas. On admire votre professionnalisme, mais le burn-out vous guette. Pensez à vous. Une pause café avec votre collègue préféré ou avec votre patron s'impose.



Lion (22 juillet - 23 août)

C'est une journée difficile qui s'annonce. Quel que soit votre travail, vous allez découvrir des problèmes qui couvent depuis longtemps déjà, mais que vous n'aviez pas vus. Restez calme, vous réussirez à les régler avec un peu de réflexion. Tout s'arrangera vite. Si vous recherchez un emploi, ce n'est malheureusement pas la journée idéale. Aucun poste ne vous convient ! Vous aurez de meilleures opportunités plus tard.



Vierge (23 août - 23 septembre)

La journée est placée sous le signe de l'apprentissage et de la transmission. On pourrait vous proposer une formation, à moins que vous ne soyez vous-mêmes encouragé à transmettre vos compétences à d'autres. Quoi qu'il en soit, cela vous sortira de votre train-train quotidien et vous fera le plus grand bien. Vous découvrirez de nouvelles facettes de votre activité et ajouterez des cordes à votre arc. Que du bon.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Période fructueuse pour vous. Si vous êtes en recherche d'emploi, plusieurs offres devraient vous correspondre. Il vous faudra peut-être même devoir faire un choix difficile entre deux propositions. Si vous occupez un poste, votre efficacité est reconnue et vous vaut plusieurs invitations à travailler sur différents projets. Vous hésitez peut-être entre choisir un projet qui en appelle à vos acquis et sortir de votre zone de confort.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous hésitez à vous lancer dans un projet parce que vous le trouvez audacieux, ne doutez plus et lancez-vous. Vous avez en main toutes les ressources nécessaires pour mener à bien cette entreprise. Vous disposez des moyens humains comme des moyens matériels, sans compter sur votre créativité et votre aptitude naturelle à bien répartir les tâches. Souriez, votre avenir professionnel s'annonce plein de succès.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous rayonnez intérieurement, et cela s'en ressent sur votre travail. Rien ne semble vous arrêter, et les journées passent vite avec vous. Qu'importe la charge de travail qui s'accumule, vous gérez la situation d'une main de maître. Votre sourire et votre bonne humeur sont communicatifs et très appréciés. Vos collègues sont même impressionnés et se demandent quelle est votre recette miracle. Être bien dans sa peau, tout simplement ?



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre assurance vous sera très utile dans vos échanges professionnels. Vous saurez vous défendre avec les bons arguments. Votre hiérarchie et vos collègues seront sensibles au professionnalisme dont vous faites preuve. Vous vous sentirez reconnu dans votre travail, et cela vous insufflera un nouveau souffle. Profitez-en pour échanger avec votre patron. Si vous souhaitez avoir plus de responsabilités, c'est le bon moment.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Mais dites donc, n'y aurait-il pas une promotion en vue ? Vous l'attendiez depuis des mois, voire des années, et voici qu'elle pointe enfin le bout de son nez, ce n'est pas trop tôt ! Montrez-vous tout de même discret et évitez d'en faire des tonnes. Vous aurez tout le loisir de vous exprimer chez vous. Et si vous n'êtes toujours pas pleinement satisfait, demandez-vous s'il ne serait pas temps de changer d'entreprise.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous confondrez l'envie de bien faire et celle de trop en faire aujourd'hui. Apprenez à doser, ce n'est pas en multipliant les tâches que vous attirerez l'attention. Concentrez-vous sur ce que vous savez bien faire, et ne vous épuisez pas avec des tâches secondaires qui seraient contre-productives. Vous avez besoin de toute votre lucidité et de toute votre énergie pour mener à bien vos tâches de fond. Restez vigilant.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servis</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Les travaux débute aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23